

Projet Politique

On entend toujours les Guadeloupéens se plaindre de l'incompétence et de l'inaction de nos politiciens. Pourtant les mêmes politiciens sont systématiquement reconduits à leur poste, pour les mêmes résultats médiocres. Certains diront, que nous avons probablement les politiciens que nous méritons. D'autres se demanderont pourquoi nous avons si peur du changement ? Ou peut-être que les alternatives ne sont pas valables. Alors on se souvient du score très bon de l'ANG au premier tour des dernières régionales de 2021. Le parti nationaliste rajeunit et emmené par Ronald Selbonne, est arrivé en troisième position après la liste de Chalus et de Borel. Ce score est sinon très encourageant, mais surtout très intéressant à analyser. Cela n'avait pas eu lieu depuis des décennies, de voir un parti nationaliste avec autant de suffrages. Je fus moi-même membre de ce parti et porté par ces idées nouvelles. Par ailleurs Mr Selbonne fut mon professeur de français au lycée et je fus donc déjà coutumier de ses idées. On se souvient des élections régionales de 2009 qui arrivèrent juste après la grande crise sociale du LKP. A cette époque le leader emblématique Eli Domota, avait refusé de se présenter à cette élection qui avait vu Mr Lurel l'emporter. Une victoire avec l'appui visible du gouvernement, le récompensant pour sa gestion de la crise, et son enfumage des Guadeloupéens avec l'accord Bino, jamais respecté et la protection des marges illégales de la grande distribution. Depuis ce jour, la décision de rejet de toute forme de politique par Mr Domota m'avait alors interpellé. Car je considère encore aujourd'hui que le syndicalisme est une forme de politique, si ce n'est de la politique tout simplement. Ces porte-paroles sont élus par les syndiqués pour un mandat et un programme social qu'ils doivent défendre. Alors la frontière me paraît mince entre politique et syndicalisme. D'autant plus que le syndicalisme, et l'UGTG plus précisément est le dernier rempart entre le Capitalisme des héritiers de l'économie plantationnaire et le respect des droits des travailleurs locaux. De ce fait on comprend que les leaders de ce syndicat si aimé, craignent peut-être, qu'une entrée en politique ne gangrène leurs principes, face à la corruption quasi implicite du monde législatif. Cependant le peuple en 2009, s'est senti abandonné après des mois de restrictions et de mobilisations, qui finalement n'ont rien apporté, si ce n'est conforter les grosses entreprises et leurs pantins politiques.

Alors oui il y a eu une prise de conscience des Guadeloupéens et des Martiniquais, ayant vite rejoint ce mouvement, sur les réalités de leur pays et l'histoire coloniale. Mais il y eu également un découragement, qui se caractérise en Guadeloupe surtout, par un refus systématique à la mobilisation de masse. Certains considèrent qu'il est inutile de se mobiliser massivement de nouveau si ce n'est pour aller au bout du raisonnement politique de cette mobilisation. Alors c'est cette partie de la population que nous représentons et à laquelle nous nous adressons. Nous devons nous mobiliser de nouveau, mais ni dans la rue ou dans des palabres éloquentes mais sans objectif réaliste. Le but concret qui est de prendre en main politiquement notre pays. Et par la même occasion d'honorer la mémoire des illustres hommes politiques ayant fait la fierté de notre île, tels que les Légitimus, les Boisneuf et consorts. Il est enfin temps de se saisir des dossiers importants qui sont systématiquement placés dans la corbeille de l'ignorance.

Les Grands Axes de notre programme Politique

« Quand les méchants s'associent, les bons doivent s'unir », Edmund Burke

« Quand les méchants conspirent pour protéger d'injustes lois, les bons doivent s'unir pour l'avènement d'une société nouvelle, fondée sur la Justice », Martin Luther king

Lorsqu'on analyse la situation des Antilles, force est de constater qu'hormis le paysage de carte postale, il n'y a rien de positif.

-Un taux de chômage des jeunes de l'ordre de 44%, contre 17% en hexagone. Si la moitié des jeunes sont sans emploi comment s'étonner de toutes les dérives que l'on observe. L'emploi des jeunes et leur accompagnement doit être au centre des débats politiques.

-Le retour des jeunes diplômés guadeloupéens chez eux. Evidemment si nos jeunes ne trouvent pas de débouchés chez eux, ils n'ont d'autre choix que de s'exiler à l'étranger. Depuis le Bumidom dès années 60 à 80, on observe un exode permanent des forces vives ultramarines, vers la métropole. Sur le plan démographique, la population guadeloupéenne ne cesse de diminuer. En plus de l'exode massif de nos jeunes, la natalité est perpétuellement en baisse. On entend souvent la même rengaine, sur les temps anciens, les prix très bas de l'achat de foncier, et le cout de la vie bien moins élevé. A cette époque, nos grands-parents pouvaient subvenir aux besoins de familles nombreuses. Il est facile de comprendre qu'un climat social actuel si tendu, ne force à diminuer le nombre de membres au sein des foyers. Un niveau de chômage et de criminalité si élevé, un cout de la vie asphyxiant ; être parent est un combat de tous les instants. La Guadeloupe et la Martinique sont par conséquent les régions de France où la part des plus de 60 ans est la plus élevée. Une population toujours plus vieillissante, avec une fuite continuelle de ses jeunes cerveaux. Soyons franc, très peu d'ultra marins vivant à l'étranger sont réellement heureux d'être éloignés de leur île natale. Et la majeure partie souhaiterait revenir s'installer en outre-mer. Mais le retour au pays est une course d'obstacle. Il faut être prêt à sacrifier une partie de ses rêves de carrière en échange d'une meilleure qualité de vie et de santé mentale. Afin d'endiguer cette fuite des cerveaux il faut s'atteler à régler les problèmes du chômage, du manque de débouchés, de la priorisation à l'embauche des ultra marins dans les entreprises locales, et surtout dans les postes de direction à niveau de diplôme égal. Sur le plan éducatif, le recours à l'enseignement supérieur par correspondance doit se multiplier afin d'éviter à certains de coûteux voyages vers l'hexagone, et de soulager les dépenses des ménages. Il faut améliorer les réseaux de transports publics. Les jeunes eux-mêmes doivent prendre conscience que le moment est venu de prendre l'aspect politique de nos régions en main, car les décideurs ont volontairement abandonné les sujets qui importent à la jeunesse.

-Dépendance alimentaire. Nous sommes sur un territoire aux terres extrêmement fertiles. Tout pousse ici et pourtant nous ne consommons exclusivement que des produits importés, faisant les beaux jours de la grande distribution. Cette dépendance alimentaire fait partie des maux qui nous rongent. Depuis l'émancipation de 1848, les Guadeloupéens ont volontairement délaissé le travail de la terre au profit des autres peuples arrivés par la suite. Nos aïeux ont systématiquement vendu leurs terres pour s'entasser dans les villes, aux abords des usines et de l'économie urbaine. Par la suite les élus politique, clientélistes, ont poursuivi ce travail d'anéantissement de l'agriculture en réduisant drastiquement le nombre

de terres cultivables à coup de déclassement massif, au bénéfice des grands groupes du btp, etc. Résultat, les agro transformateurs ne parviennent pas à trouver suffisamment de produits agricoles locaux pour leur fonctionnement. Et trop peu de viande locale n'arrive dans nos assiettes et ça ne dérange personne de consommer des fruits et légumes d'Amérique du sud ou de la viande en provenance des campagnes françaises. Un peuple fort est un peuple qui possède sa propre économie. Or les Antillais ne possèdent rien de leur économie, ils ne produisent rien et ne savent que consommer. Il est temps de mettre à profit les fonds européens afin de booster la production agricole et de lutter contre la dépendance de l'arrivée des containers de denrées étrangères. De cette politique agricole découlera une multitude d'emplois pour nos jeunes.

-Un niveau de délinquance exponentiel. L'année 2025 est parti sur des statistiques de criminalités hors norme. Si nous étions déjà bien loin devant Marseille en termes de crimes de sang, les forces de l'ordre considèrent qu'il y a environ 40 000 armes en circulations dans l'archipel, soit environ 1 arme pour 10 habitants. Si les services de l'état mettent l'accent sur les trafics de drogues, car les revenus des trafiquants semblent déranger, la population elle souhaite que l'accent soit mis sur la petite délinquance, la prolifération des armes et les contrôles routiers dans ce sens et non plus dans une optique de chiffre et de contraventions pécuniaires. Tous les guadeloupéens peuvent témoigner du nombre d'amendes qu'ils reçoivent quotidiennement. Nous sommes littéralement harcelés par les radars mobiles et les contrôles routiers en tout genre pour des broutilles, alors que la Guadeloupe d'année en année engrange de plus en plus de morts par arme à feu. Les morts sur les routes ne sont absolument pas un problème qui inquiète le guadeloupéen moyen. Pourtant c'est ce que martèle sans cesse les représentants de l'Etat pour justifier les amendes qui se majorent en un mois à peine. Nous n'avons même pas le temps de faire entrer l'argent nécessaire pour les payer, qu'elles sont déjà majorées. C'est un racket organisé et il ne faut pas avoir peur de le dire. Les vrais problèmes des outre-mer sont complètement et volontairement ignorés.

-La prolifération des armes. Pourquoi focaliser tant d'efforts sur le Trafic de drogue, car encore une fois le guadeloupéen moyen n'en a que faire. Les crimes sur notre archipel et en Martinique n'ont aucun lien avec ces trafics. La France priorise la lutte contre le narco Traffic car c'est un manque à gagner au niveau des taxes, comme pour les USA avec les cartels colombiens des années 80. C'est plus les revenus non déclarés des trafiquants qui dérangent, plutôt que les méfaits de la drogue sur les citoyens. Sinon on s'attaquerait aux consommateurs plutôt qu'aux trafiquants, car sans demande il n'y a pas d'offre. Soyons honnêtes à 80 euros le gramme de cocaïne, ce problème ne concerne pas les pauvres et les guadeloupéens dans leur ensemble. Les drogues qui concernent les Antilles sont le cannabis, déjà dépénalisé dans bon nombre de pays dont les Etats-Unis, et le crack qui ne touche qu'une infime partie de la population. Notre souci principal est la prolifération des armes, qui arrivent des îles anglophones voisines notamment, et entrent trop facilement dans nos îles et l'inaction des représentants de l'état pour endiguer ce fléau. En vingt ans on parle d'un guadeloupéen sur 10 en possession d'une arme de poing. On tue en Guadeloupe et en Guyane bien plus qu'à Marseille. Et les raisons de ces meurtres sont principalement des braquages de deux roues et de bijoux, donc nous sommes très loin du crime organisé et du grand banditisme. Des communes balnéaires comme sainte-anne sont de plus en plus gangrénées par ces braquages, alors que les gendarmes prennent une heure pour arriver sur les lieux de crimes, et semblent plus préoccupés par la plage et le farnienté. A se demander si les forces de l'ordre sont présentes aux Antilles pour protéger toute la population ou seulement certains.

-Un accompagnement des organismes d'encadrement de la jeunesse. Lors de la grève de 2021 contre l'obligation vaccinale, il y a eu l'affaire dite des « grands frères » qui a capté l'attention des Guadeloupéens. Tout d'abord cette affaire est singulière par l'opacité de l'instruction et le flou qui recouvre les accusations à l'encontre des prévenus, et l'existence de preuves réelles. Mais au-delà de cette affaire et au regard de la montée de la violence sur l'île depuis 2021, il est utile de se pencher sur ce dossier. La plupart des prévenus sont issus des quartiers défavorisés de l'île, mais ont réussi à changer la trajectoire de leur vie afin de contribuer à l'amélioration du quotidien de leurs quartiers. Lorsque l'Etat nous les présente comme des délinquants ou des terroristes, les jeunes Guadeloupéens les côtoyant régulièrement les connaissent sous un tout autre jour. Ce sont pour certains des dirigeants d'associations qui œuvrent en permanence pour la cohésion au sein des quartiers, la médiation, et le travail humanitaire. D'un côté on affirme vouloir lutter contre la violence, mais de l'autre on condamne les Guadeloupéens les plus actifs sur le terrain de la médiation sociale. Leur procès se déroulera durant la période électorale et sera sans aucun doute très suivi par les antillais, impatient de connaître les détails du dossier. Mais une chose est certaine, trop peu a été fait pour l'encadrement de la jeunesse. A notre époque le monde associatif était beaucoup plus actif et aidé financièrement par les élus. Nous avons grandi en milieu urbain, avec les incontournables tournois de football et basketball de quartiers. Les Sound system et autres joutes oratoires musicales, à coups de textes conscients. De nos jours nos jeunes sont laissés pour compte, totalement abandonnés des politiciens. Et ceux qui souhaitent œuvrer pour eux, au détriment de leur confort personnel, sont persécutés par les forces de l'ordre. Soyons en sûr, tout cela n'est pas un hasard.

-Le secteur de la Santé. Le CHU de la Guadeloupe, plus gros employeur de l'île, a connu depuis plusieurs années une situation particulièrement complexe, marquée par une succession de crises structurelles, sanitaires et sociales. L'incendie majeur survenu en novembre 2017 a constitué un tournant décisif, rendant une partie importante de l'établissement inutilisable et contraignant à une évacuation massive des patients. À partir de cet événement, le CHU a fonctionné de manière dégradée, avec des services dispersés sur plusieurs sites, ce qui a fortement perturbé l'organisation des soins et le fonctionnement quotidien des équipes. Cette fragilisation s'est inscrite dans un contexte plus large de sous-investissement historique et de gestion centralisée peu adaptée aux réalités territoriales de la Guadeloupe. La crise sanitaire liée à la Covid-19, puis les tensions sociales qui ont suivi, ont accentué les difficultés existantes, tant sur le plan des ressources humaines que sur celui de la confiance entre les institutions, les personnels et la population. Le déménagement vers le nouveau CHU constitue une avancée nécessaire, permettant d'améliorer la sécurité, les conditions matérielles et les capacités techniques de l'établissement. Toutefois, cette modernisation des infrastructures ne suffit pas à elle seule à résoudre les problématiques de fond. Le manque chronique de personnel, l'épuisement des équipes, la difficulté d'attractivité et la persistance de tensions sociales demeurent des enjeux majeurs. Ainsi, le principal défi du CHU de la Guadeloupe ne réside pas uniquement dans ses bâtiments, mais dans la reconstruction durable de son capital humain, de sa gouvernance et de la confiance collective. L'avenir du CHU dépendra de la capacité à accompagner le renouveau matériel par une politique humaine, sociale et territoriale ambitieuse, adaptée aux spécificités locales.

-Un abus au niveau des prix des billets d'avion. Il faut savoir qu'Air caraïbe est la 9ème compagnie aérienne française en termes de nombre de passagers annuels, mais elle est à

la 1ère position en ce qui concerne la rentabilité. Il n'y a que trois compagnies aériennes qui desservent les outre-mer et celles-ci se sont depuis longtemps entendues sur les niveaux de prix proposés à la population, et donc le principe de concurrence est inexistant. Barbade vient d'effectuer ses premiers vols directs vers le Ghana, dont bon nombre de nos ancêtres de la caraïbe anglophone sont originaires. En plus d'éventuels touristes américains ou canadiens qui pourraient s'intéresser à nos îles, développer des vols directs vers l'Afrique permettrait non seulement de casser le mythe de la terre mère lointaine et sauvage, que l'assimilation a ancré dans notre imaginaire, mais également d'attirer de nouveaux acteurs économiques du secteur aéronautique. Nous ultramarins, sommes prisonniers de notre insularité, condamnés pour le travail et les études à faire le trajet vers la métropole, plusieurs fois durant l'année à des prix exorbitants, que l'état se refuse de réguler.

-Monopole de la grande distribution. Après la crise de 2009 en Guadeloupe, et la récente crise contre la vie chère en Martinique, le gouvernement a brillé par son silence sur le sujet. Pire, Bernard Hayot s'est vu simultanément, lui et toute sa famille honorés à l'Elysée pour bons et loyaux services. Un message on ne peut plus clair envoyé aux Antilles : vos problèmes ne sont pas ceux de l'Etat, qui visiblement ne protège que les intérêts des gros. Il est temps d'agir réellement sur la question de la vie chère et de comprendre qu'il ne sert à rien de supplier les grands patrons de réduire leur marge ou d'implorer l'Etat d'appliquer les lois en la matière. Il faut employer des méthodes qui fonctionnent. En échangeant sur le sujet avec un ami qui est patron d'un petit commerce de distribution, il me fit part d'une situation récurrente dans son milieu. Lorsque les fournisseurs se refusent à baisser les tarifs sur certains produits, alors il décide purement et simplement de ne pas les commander. Après un certain temps, le fournisseur se trouve contraint de proposer une baisse considérable sur le tarif de ces produits, car il n'a d'autre alternative s'il veut écouler son stock. Le Boycott est l'arme la plus efficace dont dispose le peuple. La seule chose dont les grands patrons ont peur. Lors de la crise de 2009, l'urgence n'était pas de donner gain de cause au LKP, mais de signer quelconque accord de principe afin de sortir au plus vite de cette crise, qui dura 44 jours. 44 Jours ont suffi pour réunir tous les grands patrons autour d'une table. Nous avons en nos mains le pouvoir de refuser de consommer, de refuser de se rendre systématiquement dans les grands magasins, de donner notre préférence aux agriculteurs locaux, aux petits commerces de proximité et à tout autre moyen de faire pression sur la grande distribution. Les alternatives doivent être trouvées et financées afin de renverser la balance consumériste.

-Crise de l'eau potable. On parle de plus de 140 millions d'euros détournés durant plusieurs années. On se rappelle l'affaire Hernandez, et des multiples scandales de la gestion de l'eau. Depuis des années on change le nom de l'organisme en charge de la gestion du liquide vital, on change de directeur, mais les résultats sont les mêmes. Les caisses deviennent les comptes en banque personnels de ces élus. Et lorsque la dette devient trop élevée, comme à l'accoutumé, ces pantins politiques demandent l'aide de l'Etat qui depuis des décennies fait mine de ne pas voir cette gabegie financière. La nouvelle est tombée, l'Etat refuse désormais de venir en aide à l'organisme endettée jusqu'au cou et les présidents de région et du département, sans gêne aucune, se permettent d'ordonner aux Guadeloupéens de payer pour un service non exécuté. Le comble.

-Consommation d'alcool à outrance. Les Antilles championnes du monde de consommation de champagne. Ici, pas de loi contre l'affichage routier de publicités incitant à la consommation d'alcool. Il fait beau et chaud toute l'année, alors faisons la fête pour oublier nos problèmes et les maux qui rongent notre île. De toute façon nous savons dans quelles poches tout cela tombe, notamment celles de ceux qui il y'a quelques années se sont permis de nous intimider de retourner au Sénégal, sur RFO.

-Mort de la musique à texte. Quoi de mieux pour accompagner son alcool, que de bonnes musiques bien abêtissantes. Et oui, il est bien loin le temps des paroliers conscients, de la musique entraînante, mais avec un message de mise en valeur de notre île. Nous avons monté un projet d'ateliers d'écriture dans les écoles qui s'intitule « et crie du cœur », afin d'accompagner les lycéens qui le souhaitent, à se professionnaliser aux métiers d'interprètes.

-Création d'un musée du Zouk. Durant la crise sanitaire, le monument Jacob Desvarieux nous a quitté. Le respect des gestes barrières et du confinement a empêché l'organisation de véritables obsèques nationales. Récemment le président de Région Ary Chalus a imposé le changement du nom de l'Aéroport Pôle Caraïbe, en Aéroport Maryse Condé. Sans aucun référendum ou consultation de la population. Alors oui l'aéroport de la Martinique porte le nom d'un grand écrivain, mais ce n'est pas raison suffisante pour en faire de même avec celui de Guadeloupe. Surtout que Maryse Condé, ne vivait pas depuis des décennies en Guadeloupe, qu'elle n'était pas non plus mariée à une ultramarin, et qu'elle fut enterré à saint germain des prés. On marche littéralement sur la tête ! Alors que Jacob a fait rayonner la Guadeloupe à travers le monde, c'était également un enfant du pays, mort et enterré chez lui, sur sa terre ! Non seulement l'aéroport doit porter son nom mais il est temps de doter notre île d'un véritable musée du Zouk. Pour l'heure seule l'Angola dispose d'un tel édifice à la gloire d'une musique originaire des Antilles qui a fait vibrer tout l'Afrique, terre de nos ancêtres. Ceci serait un atout touristique majeur pour notre archipel.

-Création d'un musée du Carnaval. Nous avons un des plus beaux carnivals au monde et un des plus atypiques, car il est le seul de ce type sur la planète. Notre carnaval est la célébration de notre héritage africain et kalinago. Chaque année notre île bat aux rythmes des tambours « ka » revisités par les héritiers du « Mas a Senjan ». Trop longtemps « le Mas », originaire des faubourgs de pointe à pitre, outil de dérision et de revendication des couches sociales les plus modestes, a revêtu une image peu favorable. Avec la crise de 2009, dont le mouvement culturel « AKIYO », fut le moteur (Jacques Bino, mort au combat en étant membre actif), un nombre considérable de Guadeloupéens ont commencé à porter un œil différent sur l'origine du Mas et son utilité à la pérennité de la mémoire collective. Dès lors le nombre de groupes à po a décuplé et le nombre d'adhérents également. Les groupes se composent dorénavant de membres issus de toutes les couches sociales de l'île et non plus seulement du prolétariat. La prise de conscience du trésor culturel qui est entre nos mains est primordial et il est nécessaire de partager cet héritage avec le reste de la diaspora, en créant un véritable musée du Carnaval Guadeloupéen et d'en faire un outil de notre attractivité touristique. Il faut comprendre que plus la Guadeloupe se fera connaître du reste du monde et plus des touristes autres que français s'intéresseront à venir découvrir nos îles. Par conséquent de nouvelles compagnies aériennes pourront également s'y intéresser, ce qui permettra enfin un réel jeu de la concurrence en vue d'une baisse significative des prix.

-Le cas du Kabana Beach et des inégalités face aux lois sur l'occupation du Littoral. C'est un des dossiers brûlants de l'année 2024/2025 en Guadeloupe. L'affaire du Kabana Beach nous rappelle celle du Karakoli à Deshaies ou du restaurant Karissima sur la Datcha au Gosier. Si le karakoli n'avait pas été détruit, c'est parce qu'il a pu prouver premièrement que le terrain leur appartient depuis des générations, et que les installations sur le domaine littoral ne sont pas permanentes. On a assisté aux mêmes pratiques visant à empêcher les guadeloupéens d'origine africaine, de capitaliser sur l'économie touristiques de l'île. A la Datcha le karissima, restaurant appartenant à un Guadeloupéen s'est vu détruit en 2017, en présence du sous-préfet et de l'armée, face à la population venue en masse soutenir cet entrepreneur local. Pourtant à ce jour les autres restaurants de la Datcha, que la municipalité de Cedric Cornet a tenté à plusieurs reprises de détruire en vertu de la loi sur l'occupation du littoral, sont toujours en place. Ces derniers se situent sur des parcelles possédées par une société nommée IMORAMA, appartenant à Mr Romanos, également président de la SIKOA, filiale du grand groupe national Action Logement. Alors pourquoi la justice permet encore à ces restaurants occupant illégalement le littoral, et à cette société leur louant ces parcelles, de poursuivre leur activité ? Il y a-t-il une justice différente lorsqu'il s'agit des noirs et lorsqu'il s'agit des autres ? Le Kabana Beach a également été détruit, et ses propriétaires condamnés à de l'inéligibilité ? En quoi leur éligibilité à la municipalité de leur commune, dont ils sont depuis des années des acteurs économiques majeurs, est-elle liée à un procès pour occupation illégale du littoral ? Était-ce un procès pour le respect de la loi ou un procès afin d'écartier définitivement des opposants politiques sérieux, au maire en place ? Il est temps de faire un Etat des lieux général sur le sujet de l'occupation illégal du littoral et de s'assurer que tous les citoyens français soient logés à la même enseigne au regard de la loi.

-La lumière sur le scandale du Chlordécone. Comme pour les marges illégales de la grande distribution, ou même sur les réparations financières dont ont bénéficié les maîtres d'esclaves lors de l'émancipation, les Antillais sont las d'être traité comme des Français subalternes. Les lois et les gouvernements se succèdent mais le sentiment d'inégalité est constant. Si la loi de départementalisation de 1946, portée par Césaire, a permis de conforter les descendants de colons dans leur assise financière et dans le passage d'une économie agricole à une économie de grande distribution, les antillais n'ont bénéficié que d'une paix sociale précaire maintenue à coup d'aides sociales et de postes dans l'administration. Sachant que tous ces fonds se retrouvent inexorablement dans les caisses de la classe dominante locale. Ces derniers agissent dans une impunité totale et insultante, dans un silence glaçant de nos élus plus préoccupés par le détournement d'argent public et un immobilisme caractéristique de la chose politique locale. Le non-lieu dans l'affaire du chlordécone, et la protection des grands groupes locaux est un énième déni de justice pour les Antilles.

-Des programmes scolaires adaptés à l'histoire afro-caribéenne. Nous sommes français à par entière depuis la loi de la départementalisation de 1946, mais ce n'est pas une raison pour ignorer la particularité historique de nos régions. Il est inconcevable que nos enfants étudient l'exact même programme scolaire que les petits métropolitains. Il est primordial que l'histoire Africaine d'avant la traite et la colonisation, soit également abordée dans les écoles d'outre-mer. Nos enfants doivent grandir en sachant que leurs ancêtres n'ont pas uniquement été esclaves, mais qu'ils sont à l'origine de la civilisation et les premiers êtres humains ayant peuplé cette terre. Si tant de jeunes ultramarins sont en échec scolaire et parfois même complètement déscolarisés, c'est que nombre d'entre eux montrent un désintérêt pour les sujets abordés en milieu scolaire. Une adaptation spécifique des programmes permettrait de captiver ces jeunes. Une connaissance plus globale de l'histoire de l'humanité et de celle de l'Afrique permettra aux jeunes esprits de mieux appréhender les réalités du monde qui les entoure.